



CHAPITRE UN

RENFORCER NOTRE ÉCOSYSTÈME

La communauté internationale se réunit au Palais des Nations à l'occasion du débat de haut niveau de la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme.

©Photo ONU: Elma Okic

Une année de diplomatie de haut niveau et des effets dans le monde entier

En 2024, l'ONU Genève a continué de remplir son rôle de centre mondial du multilatéralisme en accueillant tout un éventail de conférences et de réunions internationales de haut niveau qui ont influencé les politiques internationales et renforcé la coopération mondiale. Parmi ces réunions figuraient celles d'entités clefs basées à Genève, telles que la Commission économique pour l'Europe, le Bureau des affaires de désarmement, la CNUCED et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les compétences de l'ONU Genève en matière de gestion des conférences, de couverture médiatique, de sécurité et de mobilisation diplomatique lui ont permis d'assurer le bon déroulement des processus intergouvernementaux prescrits par l'Assemblée générale.

Le Conseil des droits de l'homme et la promotion des droits de l'homme partout dans le monde

En février s'est tenu le débat de haut niveau de la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme. À cette occasion, des représentants des États Membres et de la société civile et des experts en droits de l'homme se sont penchés sur des questions urgentes, notamment les crises humanitaires, les nouveaux défis liés aux droits numériques et la justice climatique, et ont sou-

ligné le rôle central qui revenait au Conseil dans la gestion des problèmes contemporains touchant les droits de l'homme. Le Conseil a axé plusieurs de ses résolutions majeures sur les mesures visant à renforcer la justice climatique et à protéger la vie privée en ligne.

L'Assemblée mondiale de la Santé et les politiques sanitaires mondiales

En mai, l'Organisation mondiale de la Santé a tenu au Palais des Nations sa soixante-dix-septième Assemblée mondiale de la Santé, qui avait pour thème « Tous pour la santé, la santé pour tous ». Les participants ont examiné et approuvé des amendements au Règlement sanitaire international, continuant ainsi d'orienter les politiques sanitaires internationales et de renforcer la coopération mondiale face aux problèmes sanitaires urgents. Après l'adoption des résolutions, le Directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est félicité de la « volonté commune des États Membres de protéger leur propre population, ainsi que celles du monde entier, contre le risque d'urgences de santé publique et de futures pandémies auquel tous les pays sont exposés ».



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'adresse aux participants du débat de haut niveau de la cinquante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations.
©Photo ONU: Elma Okic



La soixante-dix-septième Assemblée mondiale de la Santé, qui s'est tenue au Palais des Nations, avait pour thème « Tous pour la santé, la santé pour tous ».
©Photo OMS: Antoine Tardy

Le soixantième anniversaire de la CNUCED et la nouvelle voie pour le développement

En juin, la CNUCED a célébré son soixantième anniversaire en organisant au Palais des Nations une manifestation intitulée « Tracer une nouvelle voie pour le développement dans un monde en mutation ». Les discussions, qui ont porté sur l'adaptation des politiques commerciales multilatérales aux changements mondiaux, ont permis de mettre en lumière les contributions de la CNUCED au commerce mondial et au développement. Des représentants d'États, des fonctionnaires des Nations Unies et des experts ont préconisé l'adoption de nouveaux cadres commerciaux propres à soutenir les économies en développement et ont appelé à un multilatéralisme renouvelé fondé sur la solidarité et l'égalité.



Des représentants de gouvernements et des chefs d'organisations internationales posent pour une photo dans le cadre du soixantième anniversaire de la CNUCED au Palais des Nations.
©Photo ONU: Pierre Albouy

Bakou et Riyad et l'accélération de l'action climatique

Hors les murs du Palais des Nations, l'ONU Genève a joué un rôle déterminant dans les préparatifs de la vingt-neuvième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) qui s'est tenue à Bakou. Elle a, en étroite collaboration avec les parties prenantes locales, contribué au bon déroulement de la Conférence, notamment en assurant les services de conférence (interprétation, documentation et assistance technique en salle) et les services de sécurité. Toujours dans son rôle de pierre angulaire de la diplomatie mondiale, elle a fourni les mêmes services de conférence de qualité lors de la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, conférence qui s'est tenue à Riyad.

La Conférence internationale du Travail et la promotion des droits des travailleurs

L'Organisation internationale du Travail a tenu sa conférence annuelle en juin. Cette grande réunion de deux semaines, qui a rassemblé des représentants des États, des employeurs et des travailleurs, portait sur le besoin urgent d'une action mondiale visant à faire progresser la justice sociale, besoin que le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, Gilbert F. Hounbo, a souligné dans son discours liminaire. La Conférence a débouché sur des avancées concernant la réglementation des risques biologiques au travail et la promotion d'un travail décent dans le secteur des services à la personne; elle a aussi été l'occasion de réaffirmer les droits fondamentaux des travailleurs dans un monde en rapide mutation.



Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail et Secrétaire général de la Conférence internationale du Travail, Gilbert F. Hounbo, ouvre la 112e session de la Conférence.
©Photo ONU: Violaine Martin



Les organisateurs de la vingt-neuvième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Bakou, ont fait appel aux services de sécurité et de conférence de qualité fournis par l'ONU Genève pour assurer le succès de l'événement.
©Photo ONU: Aoife Leahy

La contribution de l'ONU Genève au Sommet de l'avenir

Tenu à New York en septembre, le Sommet de l'avenir était axé sur la coopération mondiale dans un monde en pleine mutation, plus particulièrement sur le développement durable, la paix et la sécurité, la science et la technologie, la coopération numérique, la participation des jeunes et la réforme de la gouvernance.

La Genève internationale a joué un rôle important dans la préparation du Sommet. Les manifestations et discussions organisées par l'ONU Genève à cette fin ont réuni des diplomates, des fonctionnaires de l'ONU, des membres de la société civile et des experts qui ont pu échanger librement. Ainsi, les réunions d'information régulièrement organisées au Palais des Nations à l'intention des hauts responsables ont été l'occasion de dialogues particulièrement appréciés.

Les préparatifs du Sommet ont été lancés lors d'une réunion d'information tenue à Genève en novembre 2023, au cours de laquelle le Secrétaire général adjoint aux politiques, Guy Ryder, a présenté les objectifs du Sommet. En janvier 2024, la Directrice de l'équipe Sommet de l'avenir/Notre Programme commun, Michèle Griffin, a présenté l'avant-projet de texte du Pacte pour l'avenir, qui comprenait les contributions de diverses parties prenantes. Cet avant-projet définissait les domaines clés de la coopération internationale et reflétait les points de vue des acteurs de la Genève internationale, en particulier dans les domaines des droits de l'homme, de la coopération numérique et du développement durable. En février, le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, Dennis Francis, a présenté à la communauté diplomatique le programme intergouvernemental dans son ensemble.

La session préparatoire tenue en mars – au cours de laquelle M. Ryder et les cofacilitateurs du Sommet, à savoir la Représentante permanente de l'Allemagne auprès de l'ONU, Antje Leendertse, et le Représentant permanent de la Namibie auprès de l'ONU, Neville M. Gertze, se sont entretenus avec des diplomates basés à Genève, des représentants d'entités des Nations Unies et des acteurs de la société civile – témoigne de l'approche multipartite adoptée aux fins de l'élaboration du Pacte.

Les participants aux discussions de haut niveau sur les technologies émergentes – notamment la réunion de l'Organe consultatif de haut niveau du Secrétaire général sur l'intelligence artificielle tenue en mars et la réunion d'information tenue avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les technologies numériques et émergentes, Amandeep Gill, en août – ont eux aussi souligné que la Genève internationale jouait un rôle déterminant dans le règlement des problèmes actuels. Les discussions qui ont eu lieu lors de ces réunions ont contribué à l'élaboration du Pacte numérique mondial, élément clef du Pacte pour l'avenir.

Les perspectives régionales ont été prises en compte grâce à plusieurs manifestations, notamment une réunion de haut niveau organisée par le Nizami Ganjavi International Center à l'occasion de laquelle d'anciens chefs d'État et de gouvernement ont réfléchi aux moyens d'appliquer le Pacte pour l'avenir, et une table ronde du Ecumene Discussion Club qui a permis de faire entendre diverses voix dans le dialogue mondial.

Tout au long de l'année, l'ONU Genève s'est aussi employée à promouvoir le Sommet, en produisant des vidéos d'information mettant en lumière les objectifs visés et le rôle crucial de la coopération multilatérale. Après le Sommet, M. Ryder a organisé à l'intention des hauts représentants une séance d'information au cours de laquelle il a rappelé que les engagements pris devaient être honorés rapidement et a décrit les prochaines étapes de la participation du monde diplomatique et de la société civile.



Le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, Dennis Francis, discute de l'ordre du jour du Sommet de l'avenir avec des représentants de la communauté diplomatique basée à Genève lors d'une réunion d'information organisée au Palais des Nations.
©Photo ONU: Elma Okic

À l'appui des efforts de paix et de l'action humanitaire

En 2024, le monde a continué d'être confronté à des crises humanitaires persistantes qui ont mis les ressources mondiales à rude épreuve. En dépit de conditions toujours plus difficiles, l'ONU a continué de fournir une aide vitale à celles et ceux qui en avaient besoin. À Genève, le système des Nations Unies et ses partenaires ont réaffirmé leur engagement inébranlable en faveur de l'action humanitaire, des efforts de paix et de la solidarité à l'occasion de grandes manifestations qui ont été l'occasion de rappeler que les problèmes devaient d'urgence trouver des solutions collectives fondées sur l'empathie et le sacrifice.

Journée mondiale de l'aide humanitaire: un appel à agir pour l'humanité avec la campagne #ActForHumanity

Le 19 août, l'ONU Genève et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont marqué la Journée mondiale de l'aide humanitaire lors d'une cérémonie solennelle au Palais des Nations. La cérémonie, qui s'inscrivait dans le prolongement de la campagne de communication #ActForHumanity, a permis d'amplifier l'appel

à l'élimination de l'impunité pour les attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires. Cette journée revêtait une importance particulière en cette année 2024, la plus meurtrière jamais enregistrée pour les travailleurs humanitaires. En outre, au moment de la cérémonie, les hostilités se poursuivaient à Gaza, où, au 19 août 2024, plus de 280 agents humanitaires avaient déjà perdu la vie. Le Chef de cabinet de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Ben Majekodunmi, a relaté de façon poignante l'expérience d'employés de l'Office qui avaient été victimes d'attaques à Gaza.

Solidarité avec le peuple palestinien

Le 29 novembre, pour marquer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, l'ONU Genève a organisé une réunion extraordinaire présidée par sa Directrice générale, Tatiana Valovaya. Celle-ci a lu un message du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, qui a souligné que l'ONU resterait solidaire du peuple palestinien et de son droit inaliénable de vivre dans la paix, la sécurité et la dignité.



Le personnel de l'ONU Genève manifeste sa solidarité à la communauté humanitaire, dans le cadre de la campagne #ActForHumanity lancée à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.
©Photo ONU



L'Observateur permanent de la Ligue des États arabes, Hichem Bayouh, lit une déclaration pendant la réunion extraordinaire organisée à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.
©Photo ONU : Ania Freindorf

Les 75 ans des Conventions de Genève de 1949

Le mois d'août a marqué le 75^e anniversaire des Conventions de Genève de 1949, pierres angulaires du droit international humanitaire. À cette occasion, l'ONU Genève a, à l'invitation du Gouvernement suisse, accueilli les membres du Conseil de sécurité pour une visite du Palais des Nations, notamment des salles historiques récemment rénovées. À l'issue de la visite, les membres du Conseil de sécurité ont participé à une table ronde, organisée par les autorités suisses et intitulée «75 ans des Conventions de Genève: un engagement renouvelé pour le respect du droit international humanitaire», qui a été l'occasion de réaffirmer que ces traités restaient indispensables à la protection des civils pendant les conflits armés et de rappeler qu'il incombait à la communauté internationale de faire respecter les principes qui y étaient énoncés. La journée s'est achevée par une cérémonie à la Place des Nations, au pied du monument de la Chaise brisée.



Le Chef du Département fédéral suisse des affaires étrangères, Ignazio Cassis, prononce un discours lors d'une cérémonie organisée à côté de la Chaise brisée, sur la Place des Nations, pour célébrer le 75^e anniversaire des Conventions de Genève de 1949.
©Photo ONU: Elma Okic

Une tribune pour la paix

Tout au long de l'année, l'ONU Genève a assuré le service de plusieurs réunions et manifestations multipartites consacrées à la promotion des efforts de paix, au premier rang desquelles les traditionnelles Rencontres de Genève pour la paix, organisées en septembre à l'occasion de la Journée internationale de la paix, qui ont donné lieu à un dialogue ouvert sur l'avenir de la paix avec plus de 450 participants au Palais des Nations et d'autres participants en ligne.

Autre manifestation phare dans ce domaine, la Semaine de Genève pour la paix s'est tenue en octobre et visait à répondre à la question «Qu'est-ce que la paix?». L'édition 2024, qui a rassemblé plus de 6 700 participants – un record depuis le lancement de la manifestation en 2014 –, a donné lieu à des débats sur la manière dont la communauté internationale pouvait redéfinir, promouvoir et concrétiser la paix dans un monde en pleine évolution.

Dans le cadre de la promotion de la paix, la Genève internationale, avec l'ONU Genève en chef de file, a de nouveau joué un rôle central dans la diplomatie préventive et la médiation régionale. L'ONU Genève a accueilli un nouveau cycle des Discussions internationales de Genève en novembre. Elle a aussi assuré le service des pourparlers de paix relatifs à la situation au Soudan, menés sous l'égide de l'ONU en juillet. Ces pourparlers se sont concentrés sur les mesures concrètes visant à améliorer la distribution sûre et sans entrave de l'aide humanitaire, et sur les moyens de renforcer la protection des civils dans l'ensemble du Soudan, conformément à la résolution 2736 (2024) du Conseil de sécurité.



Conduits par la Directrice générale de l'ONU Genève, Tatiana Valovaya, les membres du Conseil de sécurité visitent les bâtiments historiques du Palais des Nations en cours de rénovation.
©Photo ONU: Elma Okic

L'appel à l'action du Secrétaire général lors de la session de 2024 de la Conférence du désarmement

Fin février, la Conférence du désarmement a tenu le débat de haut niveau de sa session de 2024. Dans un discours historique, le Secrétaire général de l'ONU a demandé aux États membres de sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouvait depuis trop longtemps afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat de négociation. C'était la première fois depuis près de dix ans qu'un Secrétaire général s'adressait directement à la seule instance multilatérale de négociation en matière de désarmement.

Dans ses remarques, le Secrétaire général a souligné les risques majeurs que posaient la montée des tensions géopolitiques, l'enlèvement de l'action visant à maîtriser les armements et les progrès rapides de la technologie militaire. Il a mis en garde contre la détérioration de la situation internationale en matière de désarmement, affirmant que l'inaction n'était pas une option. Il a aussi souligné qu'il était nécessaire que les États renouvellent leur engagement afin d'éviter une nouvelle course aux armements, et a réaffirmé que la Conférence avait un rôle central à jouer dans la résolution des problèmes urgents de désarmement, qu'il s'agisse des risques nucléaires ou des menaces émergentes dans l'espace.

Le message du Secrétaire général était clair: la Conférence doit reprendre son travail de fond. Son appel a été entendu, car au cours

de la session, les États membres ont créé cinq organes subsidiaires chargés de faire avancer les travaux sur les points de l'ordre du jour, en particulier sur des questions telles que le désarmement nucléaire, la sécurité spatiale et la maîtrise des armes classiques. Ces organes ont ensuite entamé des discussions préliminaires et sont parvenus à un consensus sur leurs rapports, dans lesquels ils ont recommandé que leurs travaux se poursuivent en 2025. Il s'agit là d'une mesure importante qui contribuera à préserver la dynamique impulsée, à assurer la continuité des travaux et à remettre la Conférence sur la voie de réelles avancées.

En répondant à l'appel du Secrétaire général par des actions concrètes, la Conférence du désarmement a fait un pas important vers la revitalisation de son rôle de mécanisme onusien de désarmement. Le prochain défi sera, pour la Conférence, de se remettre à s'acquitter de son mandat de négociation et d'avancer sur la voie de mesures propres à renforcer la paix et la sécurité dans le monde.

Le Secrétaire général de l'ONU s'adresse aux représentants des États membres de la Conférence du désarmement le 26 février.
©Photo ONU: Pierre Albouy

«Alors que nous vivons ces crises, l'incapacité de cette Conférence à atteindre ses objectifs comme prévu a alimenté un cynisme croissant à l'égard des solutions multilatérales, et c'est une immense tragédie. L'humanité a besoin que la Conférence sur le désarmement mène ses travaux à bien.»

Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors du débat de haut niveau de la session de 2024 de la Conférence du désarmement.



Pour l'avenir, des partenariats renforcés avec la société civile

En 2024, l'ONU Genève a continué de donner corps à la vision du Secrétaire général concernant un multilatéralisme en réseau, inclusif et efficace, notamment en soutenant les activités menées par les membres de la société civile, partenaires essentiels à l'avancement des travaux et des priorités de l'ONU.

La collaboration entre l'ONU Genève et la société civile a continué de croître en 2024, avec l'accréditation de plus de 5 600 représentants issus de 1 210 organisations non gouvernementales (ONG) et la tenue de 53 réunions avec des ONG au Palais des Nations. L'Unité de liaison avec les ONG de l'ONU Genève a régulièrement publié et mis à jour des ressources utiles sur son site Web et a tenu la société civile informée grâce à son bulletin mensuel. Les réunions que l'Unité a organisées avec la société civile portaient sur un large éventail de sujets, notamment la santé mondiale, la paix, l'égalité des genres, les droits de l'homme et le développement durable, reflétant ainsi la diversité des compétences et des domaines d'activité des ONG. Certaines des réunions se sont tenues dans le cadre de Simul'ONU, un programme qui permet aux jeunes d'en apprendre davantage sur les principes et le fonctionnement de l'ONU. En outre, les ONG ont été à l'origine de plusieurs manifestations organisées à l'ONU Genève pour marquer des journées internationales, notamment la Journée internationale du vivre-ensemble en paix, la Journée internationale des personnes âgées et la Journée internationale de la conscience.

L'Unité de liaison avec les ONG s'est également employée à rapprocher la société civile genevoise des travaux menés à l'ONU Genève et au Siège, à New York. Au cours de sa réunion annuelle avec les représentants des ONG accréditées, la Directrice générale, Tatiana Valovaya, a présenté les priorités de l'ONU Genève pour 2024, répondu aux préoccupations soulevées et réaffirmé qu'elle était déterminée à soutenir les activités des ONG. En outre, plusieurs hauts fonctionnaires de l'ONU basés à New York ont rencontré des représentants d'ONG au Palais des Nations. Ainsi, le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, Dennis Francis, a tenu une réunion générale avec des représentants d'organisations de la société civile basées à Genève sur le thème «Paix, prospérité, progrès et durabilité», tandis que le Secrétaire général adjoint aux politiques, Guy Ryder, et le Directeur de la Division de la sensibilisation du public du Départe-

ment de la communication globale, Maher Nasser, ont animé des réunions d'information sur le Sommet de l'avenir et l'adoption du Pacte pour l'avenir. Ces rencontres ont permis de recueillir les avis et contributions des ONG basées à Genève avant et après le Sommet, qui s'est tenu à New York en septembre.



Des représentants d'ONG accréditées rencontrent le Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, Dennis Francis, lors d'une réunion générale au Palais des Nations.
©Photo ONU: Elma Okic

Pour un avenir numérique durable

L'une des priorités de l'ONU est de bâtir pour l'avenir un espace numérique ouvert, libre, sûr et centré sur l'être humain, qui soit ancré dans les droits de l'homme universels et favorise la réalisation des objectifs de développement durable. En 2024, l'ONU Genève y a contribué en organisant des manifestations et des discussions stratégiques sur le rôle des technologies émergentes, en particulier de l'intelligence artificielle.

En mars, la Bibliothèque et archives de l'ONU Genève a accueilli les membres de l'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle pour leur deuxième réunion en personne. Formé en octobre 2023 par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, l'Organe consultatif s'est entretenu avec plusieurs parties prenantes tout au long de la première partie de 2024 et a publié son rapport final et ses recommandations en septembre, avant le Sommet de l'avenir. À l'ONU Genève, il a rencontré des représentants de plusieurs entités des Nations Unies basées à Genève qui travaillent sur l'intelligence artificielle dans leurs domaines respec-

tifs, à savoir le développement, les droits de l'homme, la santé, la propriété intellectuelle, les normes technologiques, la paix et la sécurité, et la météorologie. Les discussions ont alimenté les recommandations qu'il a formulées dans son rapport final.

En novembre, la Bibliothèque et archives de l'ONU Genève a accueilli, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, la réunion annuelle du Réseau d'information et de partage des connaissances des bibliothèques des Nations Unies (UN-LINKS). UN-LINKS permet aux bibliothécaires de l'ONU d'échanger des connaissances techniques et des bonnes pratiques et de consulter les bibliothécaires locaux sur des questions d'intérêt commun. La réunion de cette année était axée sur le rôle essentiel des bibliothèques dans la réalisation des objectifs de développement durable. Des ateliers et des discussions ont également été consacrés aux possibilités offertes par l'intelligence artificielle s'agissant d'accroître l'échange de connaissances et de simplifier l'accès à l'information.

En outre, tout au long de l'année, la Bibliothèque et archives de l'ONU Genève a organisé des rencontres avec des universitaires et des acteurs du secteur privé sur les moyens de mettre à profit les outils basés sur l'intelligence artificielle pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Les discussions ont porté sur le potentiel de l'intelligence artificielle pour l'exploitation de la mémoire institutionnelle et l'élaboration de politiques propices à un avenir plus durable.

Avec ces initiatives, l'ONU Genève contribue à la mise en place d'un cadre mondial de coopération numérique inclusif, une étape nécessaire pour combler les écarts liés au numérique, aux données et à l'innovation et pour instaurer la gouvernance nécessaire à un avenir numérique durable pour tous.

Scannez le code QR pour regarder l'édition 2024 de la réunion annuelle du UN-LINKS.

Katherine Rewinkel El-Darwish, bibliothécaire à l'Organisation mondiale du commerce et Présidente de l'Association of International Librarians and Information Specialists (à gauche), Eliza McLeod, coprésidente de UN-LINKS pour 2024-2025 (au centre), et Sigrun Habermann, Cheffe de la Section des services de la Bibliothèque à l'ONU Genève, font des déclarations liminaires devant les participants à la réunion annuelle 2024 de UN-LINKS. ©Photo ONU : Adeline Brucato



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'adresse aux membres de l'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle lors d'une de leurs réunions à la Bibliothèque et archives de l'ONU Genève. ©Photo ONU : Bibliothèque et archives de l'ONU Genève



L'ONU Genève lance le Beyond Lab pour stimuler l'innovation durable

Cette année, l'ONU Genève a lancé le Beyond Lab (successeur du SDG Lab), ouvrant ainsi un nouveau chapitre de son engagement en faveur de l'innovation sociale pour une durabilité à long terme.

Organisée le 30 avril pour dévoiler la nouvelle stratégie, les priorités et l'identité visuelle du Beyond Lab, la manifestation de lancement a réuni des partenaires, des parties prenantes et des appuis de longue date, y compris des représentants d'États Membres. La Directrice générale de l'ONU Genève, Tatiana Valovaya, a présenté le Beyond Lab comme un espace créatif et innovant permettant d'ouvrir de nouvelles perspectives en matière de développement durable. Parmi les grands axes de réflexion figurent l'impact intergénérationnel, la régénération, les générations futures et le rôle des émotions.

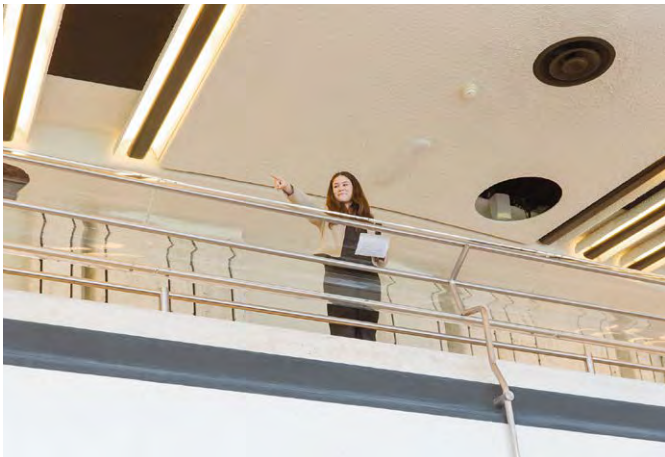
Dans son discours liminaire, la Directrice du Beyond Lab, Özge Aydoğan, a souligné que la transformation du SDG Lab ne se limitait pas à un changement de nom, mais était le fruit de plus d'une année passée avec les principales parties prenantes à tester de nouvelles idées et de nouveaux concepts propices à la remise en question des approches traditionnelles du développement durable.

La mobilisation des jeunes étant au cœur de la nouvelle stratégie du Beyond Lab, des élèves de l'École internationale de Genève ont présenté une performance artistique lors du lancement, soulignant ainsi l'engagement du Beyond Lab en faveur de l'action intergénérationnelle.

La manifestation de lancement a aussi été l'occasion d'appels en faveur d'une mobilisation plus forte des États Membres et d'autres parties prenantes, notamment dans le cadre des dialogues «What's Next» et de l'initiative «Youth Moving Beyond GDP». Ces initiatives visent non seulement à atteindre les objectifs de développement durable, mais aussi à susciter des changements systémiques en vue d'une durabilité à long terme.



Le Beyond Lab, anciennement SDG Lab, est un espace créatif et innovant permettant d'ouvrir de nouvelles perspectives en matière de développement durable. Il a été lancé le 30 avril au Palais des Nations.
©Photo ONU: Beyond Lab



Une élève de l'École internationale de Genève présente une performance artistique lors du lancement du Beyond Lab.
©Photo ONU: Beyond Lab

Repenser les systèmes économiques : de l'évolution des mentalités au changement systémique

Fort du succès des dialogues «What's Next» tenus en 2023 sur la refonte des systèmes économiques, le Beyond Lab de l'ONU Genève en a organisé de nouveaux en 2024. Ces dialogues favorisent l'échange de perspectives originales sur les moyens de faire évoluer les mentalités et les systèmes afin d'assurer le bien-être de l'humain et la santé de la planète.

Le premier dialogue de l'édition 2024 s'est tenu en juin, en partenariat avec les missions permanentes du Canada et du Kenya, et avait pour thème la finance responsable. Les participants ont souligné qu'il fallait redéfinir le succès économique et faire correspondre les investissements avec les besoins réels de la population et de l'environnement, notamment en instaurant un système financier qui donne la priorité au bien-être de l'humain et de la planète et en adoptant une triple approche qui équilibre le profit, les conséquences sociales et la durabilité environnementale. Ils ont notamment recommandé des réformes réglementaires et éducatives qui favorisent la prise de décisions financières équitables s'inscrivant dans le long terme. La discussion a également permis aux États Membres de mieux se préparer au Sommet de l'avenir.

En décembre, lors de la Building Bridges week – une initiative sur le financement durable soutenue par l'ONU Genève par l'intermédiaire du Beyond Lab – des représentants de différents secteurs, notamment des décideurs politiques, des économistes, des gestionnaires de fonds d'investissement, des acteurs du changement et de jeunes militants, se sont réunis pour un dialogue «What's Next» sur une transformation économique permettant d'aller au-delà du PIB. Ils ont réfléchi aux moyens de réorganiser la gouvernance et les systèmes financiers afin de promouvoir l'équité, la durabilité environnementale et la résilience. Ils ont parlé des obstacles systémiques tels que la dette et les inégalités, du manque de valorisation des écosystèmes et de l'importance de la collaboration intergénérationnelle, et souligné qu'il fallait changer fondamentalement la manière dont les sociétés mesuraient le progrès, plaidant pour des politiques qui placent le bien-être de l'humain et de la planète au cœur des décisions économiques.



Xiye Bastida, jeune mexicaine militante du climat, s'exprime lors du dialogue What's Next de décembre sur une transformation économique permettant d'aller au-delà du PIB.
©Photo ONU: Beyond Lab

Créer un pont entre les générations : l'ONU Genève mobilise les jeunes de la région

En 2024, l'ONU Genève a redoublé d'efforts pour associer les jeunes à la diplomatie mondiale, assurant ainsi leur participation active à diverses initiatives touchant l'avenir du monde.

Tout au long de l'année, plus de 200 élèves d'écoles suisses ont participé au projet Changement de perception, ce qui leur a permis de faire eux-mêmes l'expérience de la coopération internationale. Ces jeunes esprits, et potentiels futurs dirigeants, ont pu échanger avec des experts de l'ONU sur des questions cruciales telles que les droits de l'homme, le désarmement et la durabilité, et ainsi mieux connaître le travail des organisations internationales.

Les journées Simul'ONU ont également permis à des étudiants d'en apprendre davantage sur le travail et le fonctionnement de l'ONU. Plusieurs ont eu lieu au Palais des Nations en 2024, dont celle organisée par le lycée international de Ferney-Voltaire en janvier et celle organisée par l'Université d'État de Moscou en mars. À l'occasion de la Journée des Nations Unies, le 24 octobre, le Geneva International Model United Nations a organisé au Palais des Nations une réunion consacrée à la crise mondiale des réfugiés et aux migrations climatiques.

En outre, l'ONU Genève a accueilli au Palais des Nations plusieurs groupes de jeunes du Geneva Centre for Security Policy et des universités de Genève et de Saint-Gall dans le cadre de partenariats avec ces institutions. Ces jeunes ont rencontré des experts de l'ONU travaillant dans divers domaines (affaires humanitaires, commerce et développement, et droits de l'homme) et ont participé à des tables rondes et des réunions avec de hauts fonctionnaires de l'ONU, ce qui leur a permis de vivre la diplomatie mondiale de l'intérieur et d'obtenir des informations précieuses sur les possibilités de carrière.

L'ONU Genève a également profité de l'occasion pour associer les jeunes générations aux manifestations qu'elle organise pour célébrer diverses journées internationales. Ainsi, lors de la Journée mondiale des abeilles en mai, de jeunes défenseurs de l'environnement ont été invités à discuter de l'importance de la sauvegarde des pollinisateurs et de la promotion d'écosystèmes durables. Cette journée a prouvé que de nombreux jeunes étaient désireux et capables de relever le défi de la lutte contre les changements climatiques avec des solutions innovantes, que ce soit en créant des initiatives d'apiculture urbaine, en préconisant l'adoption de politiques favorables aux pollinisateurs ou en sensibilisant le public sur les plateformes numériques.



Des élèves d'une école genevoise suivent les débats du Conseil des droits de l'homme.
©Photo ONU



Des jeunes plantent des fleurs mellifères dans le parc de l'Ariana dans le cadre de la Journée mondiale des abeilles.
©Photo ONU : FAO Genève

Faire progresser le droit international pour les générations futures

Dans un monde qui se méfie de plus en plus de la coopération internationale et qui tend vers l'unilatéralité, l'action de l'ONU en faveur de la promotion et de la progression du droit international est plus cruciale que jamais. Le droit international sous-tend tout ce que l'Organisation entreprend pour régler les problèmes actuels et défendre le système multilatéral établi par la Charte des Nations Unies.

L'une des priorités de l'ONU Genève est de faire prendre conscience aux générations futures qu'il importe de respecter le droit international, car cela fait naître la confiance dans l'état de droit. Depuis 1965, le Séminaire de droit international est au cœur de cette mission. Organisé en parallèle de la session annuelle de la Commission du droit international, le Séminaire offre à de jeunes juristes du monde entier la possibilité unique d'approfondir leurs compétences et de voir par eux-mêmes comment la Commission et l'ONU travaillent, notamment dans les domaines de la codification et du développement progressif du droit international.

En 2024, 27 jeunes juristes ont participé au cinquante-huitième Séminaire de droit international, qui s'est tenu du 1^{er} au 19 juillet au Palais des Nations. Ils se sont rendus à l'Université de Genève et ont aussi assisté à des séances plénières de la Commission et à des

conférences spécialisées, qui portaient notamment sur le développement progressif du droit international et l'état de droit. Deux groupes de travail ont également été créés, l'un sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État et l'autre sur la piraterie et le vol à main armée en mer.

Parmi les temps forts du Séminaire, on peut citer la table ronde sur les conséquences juridiques de l'élévation du niveau de la mer et l'atelier sur l'avis consultatif du Tribunal international du droit de la mer sur les changements climatiques et le droit international. Les participants ont également assisté à une conférence intitulée « Eau, paix et droit international », organisée conjointement avec le Geneva Water Hub, qui traitait du rôle du droit international dans la gestion des eaux transfrontières et la consolidation de la paix. Le Séminaire a aussi favorisé les échanges culturels et professionnels grâce à des visites de l'Organisation mondiale du commerce et de l'hôtel de ville de Genève.

Les jeunes juristes qui ont participé au cinquante-huitième Séminaire de droit international posent pour une photo de groupe.
©Photo ONU : Lai Sanders



Donner aux jeunes les moyens de participer aux discussions sur le désarmement

Dans le Pacte pour l'avenir, que l'Assemblée générale a adopté en septembre, les chefs d'État et de gouvernement ont déclaré « qu'une participation pleine, effective, sûre et réelle des jeunes [était] essentielle au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales ». Face à un monde marqué par les tensions géopolitiques et les incertitudes, le Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement avait déjà pris des mesures en ce sens, notamment en soutenant les représentants de la jeune génération et en faisant davantage entendre leur voix.

En mars, le Bureau des affaires de désarmement a lancé un appel à candidatures pour la deuxième édition du programme de bourses « Youth for Biosecurity ». Pendant trois mois (de juin à août), 20 jeunes scientifiques originaires des pays du Sud ont participé à un programme intensif de webinaires animés par des experts et de cours en ligne sur la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (Convention sur les armes biologiques). Le programme s'est achevé par une visite de 10 jours à Genève, où des réunions d'information ont été organisées par des experts venant des principales institutions de sûreté et de sécurité biologiques.

Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, les participants ont présenté leurs recherches et partagé leurs points de vue lors de deux manifestations organisées en parallèle de la quatrième session du Groupe de travail sur le renforcement de la Convention sur les armes biologiques, qui s'est tenue du 19 au 23 août. Pendant la première manifestation, les jeunes scientifiques ont fait des exposés et présenté des affiches de leur cru sur de nouvelles initiatives en matière de sûreté et de sécurité biologiques. La deuxième manifestation a pris la forme d'une table ronde avec de nouveaux chefs de file dans le domaine de la biosécurité et a porté sur le rôle crucial de la jeunesse dans le renforcement de la sécurité biologique mondiale.

Les jeunes ont également pu échanger avec des membres du personnel du Bureau des affaires de désarmement, ce qui leur a permis d'acquérir des connaissances précieuses sur le désarmement et les divers accords multilatéraux examinés chaque année. Ces échanges les ont également incités à servir avec ardeur la cause du désarmement.



Les boursiers de la seconde édition du programme « Youth for Biosecurity » lors de leur visite à l'ONU Genève en août.
©Photo ONU : Remi Bacouillard

Les jeunes réclament une mesure différente du progrès

Les limites du PIB en tant que mesure du progrès apparaissent de plus en plus clairement ; dans ce contexte, les jeunes réclament une définition plus large de ce qui compte. En février, le Beyond Lab de l'ONU Genève a lancé, en collaboration avec la CNUCED et Rethinking Economics International, un concours mondial de rédaction intitulé « Qu'est-ce qui comptera à l'avenir ? Le point de vue des jeunes sur la mesure de la valeur ».

Les organisateurs du concours ont invité les jeunes à donner leur avis sur de nouveaux outils de mesure du progrès, en mettant l'accent sur le bien-être et la durabilité. Ils ont reçu plus de 600 essais, qui présentaient des points de vue divers sur une redéfinition des indicateurs économiques visant à mieux refléter les priorités sociales et environnementales.

En avril, les cinq lauréats ont été invités au Palais des Nations pour un dialogue de haut niveau avec la Directrice générale de l'ONU Genève, Tatiana Valovaya, et une présentation aux États Membres, aux décideurs politiques et aux experts.

Les idées de ces jeunes ont nourri l'initiative du Beyond Lab intitulée « Youth Moving Beyond GDP », qui a pris de l'ampleur dans le contexte d'autres dialogues, notamment une manifestation parallèle officielle organisée en septembre, à New York, en marge des Journées d'action du Sommet de l'avenir.



L'initiative « Youth Moving Beyond GDP » vise à donner aux jeunes l'envie de participer concrètement à l'élaboration des politiques économiques. Elle vient compléter les processus traditionnels d'élaboration des politiques en encourageant le dialogue intergénérationnel et la prise en compte des solutions proposées par les jeunes. Elle vise aussi à ce que les systèmes économiques actuels et futurs tiennent compte du bien-être humain et de la santé de la planète, et non seulement des paramètres financiers traditionnels.

S'inscrivant dans le cadre des efforts mondiaux visant à repenser le progrès économique, cette initiative contribue à l'exécution de la mesure 53 du Pacte pour l'avenir, qui porte sur l'élaboration de cadres prenant en considération des paramètres autres que le PIB. Alors que le mouvement prend de l'ampleur, une chose est sûre : la nouvelle génération ne reste pas spectatrice de son avenir, elle est déjà en train de montrer la voie.

Scannez le code QR pour lire les 10 meilleurs essais du concours.



Les lauréats du concours mondial de rédaction présentent leurs idées lors d'un dialogue de haut niveau intitulé « Qu'est-ce qui comptera à l'avenir ? Le point de vue des jeunes sur la mesure de la valeur ».
©Photo ONU : Philippe Morard

Redéfinir le progrès : la jeunesse à l'œuvre

Les jeunes peuvent être une force positive pour le développement, en particulier lorsqu'ils ont les connaissances, les possibilités et l'espace dont ils ont besoin pour s'épanouir. C'est dans cette optique que le Beyond Lab de l'ONU Genève donne aux jeunes un espace pour faire entendre leur voix lors d'événements de haut niveau, tels que le Sommet de l'avenir, qui s'est tenu à New York en septembre. Tout au long du Sommet, le Beyond Lab a soutenu de jeunes militants qui, lorsqu'ils sont montés sur scène et ont échangé avec les représentants et les experts, ont insisté sur la nécessité d'élargir la définition du progrès économique et d'aller au-delà du seul PIB.

Lors d'une manifestation parallèle pendant les Journées d'action du Sommet de l'avenir – qui sont une occasion supplémentaire pour les acteurs onusiens de collaborer avec toutes les parties prenantes – le Beyond Lab a aidé de jeunes acteurs du changement à présenter leurs vues novatrices sur la question du progrès. En guise d'ouverture des Journées d'action, María Alejandra Pérez Rodríguez, participante au concours de rédaction intitulé « Qu'est-ce qui comptera à l'avenir? Le point de vue des jeunes sur la mesure de la valeur » et organisé conjointement par le Beyond Lab, la CNUCED et Rethinking Economics International, a mis en évidence le besoin critique d'investir dans le « domaine du *care* » et d'en faire une pierre angulaire du système économique et du système de protection sociale.

Lors d'un événement parallèle tenu en ligne, d'autres jeunes ayant participé au concours de rédaction ont présenté leur point de vue sur les éléments autres que le PIB qui pourraient être utilisés pour mesurer le progrès des sociétés. En s'entretenant directement avec des militants de renom, dont le Sud-Africain Kumi Naidoo, et des représentants de l'Espagne et de la Zambie, ils ont réfléchi aux moyens de tenir réellement compte de la voix des jeunes dans l'élaboration des politiques.

Le Beyond Lab a également démontré sa détermination à promouvoir l'équité intergénérationnelle et le progrès inclusif en participant, lors des Journées d'action, à une table ronde de haut niveau intitulée « Collaborer avec les pays pour ne plus tenir compte que du seul PIB et promouvoir un développement inclusif et durable », organisée en collaboration avec l'International Institute for Sustainable Development et le Centre de recherches pour le développement international. Pendant la table ronde, Davide Fanciulli, chargé du domaine de travail « Impact intergénérationnel » au Beyond Lab, a souligné qu'il importait de donner la priorité à des valeurs telles que la durabilité et l'équité, ainsi qu'à de nouveaux discours socioéconomiques qui mettent l'accent sur le bien-être collectif et communautaire plutôt que sur la réussite individuelle.



Les participants discutent des moyens de prendre en compte des paramètres autres que le PIB lors d'une table ronde de haut niveau organisée en marge des Journées d'action du Sommet de l'avenir.
©Photo: International Institute for Sustainable Development/Earth Negotiations Bulletin, Diego Noguera